

Les propositions pour le lendemain se heurtent à la méfiance de la société israélienne à l'égard d'un État palestinien et au fait qu'aucun gouvernement n'acceptera de perdre le contrôle sur la Palestine.

Mariano Aguirre, membre associé de Chatham House et conseiller du Réseau de sécurité latino-américain de la Fondation Friedrich Ebert, auteur de *Guerra Fría 2.0*. (Icaria, Barcelone, 2023). **Covadonga Morales Bertrand**, politologue, a travaillé au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) à Jérusalem de 2009 à 2013.

LE 'LENDEMAIN' INCERTAIN DE LA GUERRE DE GAZA

Le 22 février, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a présenté son plan pour Gaza après la guerre. Ce texte succinct est un signe adressé à ses alliés d'extrême droite au sein du gouvernement, ainsi qu'aux États-Unis, à l'Europe et à l'ONU : il refuse d'arrêter l'offensive à ce stade, de donner un rôle à l'Autorité palestinienne (ANP) dans la bande de Gaza, ainsi que d'entamer des négociations en vue de la création d'un État palestinien. Il confirme, en outre, sa volonté de démanteler l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), ce qui servirait son objectif de mettre fin au droit au retour des réfugiés de la guerre de 1948. Il réaffirme que l'offensive à Gaza se poursuivra jusqu'à l'épuisement des capacités militaires et administratives du Hamas, et n'indique aucune concession aux familles des quelques 130 otages encore détenus par le Hamas fin février, ni à ceux qui lui reprochent de faire passer la guerre et sa carrière politique, avant la vie de ses compatriotes.

Une semaine plus tard, le gouvernement a annoncé qu'il ne renonçait pas à ordonner une offensive sur la ville de Rafah, alors même que les négociateurs du Hamas et d'Israël étaient proches d'un éventuel accord, prévoyant la libération d'une partie des otages israéliens en échange de plusieurs centaines de prisonniers palestiniens, l'arrêt de l'opération à Gaza pendant 40 jours et un meilleur accès de l'aide humanitaire.

Le plan de Nétanyahou prévoit la « liberté d'action opérationnelle dans toute la bande de Gaza sans limite de temps » et la création de zones de sécurité entre Gaza, Israël et l'Égypte, dans des zones précédemment peuplées

par les habitants de Gaza et qui ont été ravagées par les bombardements. La création d'une telle zone implique l'invasion et la destruction de Rafah, où s'entassent aujourd'hui quelque 1,5 million de personnes, ce qui accroît le risque d'un déplacement massif des habitants de Gaza vers l'Égypte. Le Caire a prévenu qu'il n'accepterait pas cet afflux de réfugiés et menace Israël de « suspendre » l'accord de paix de Camp David, de 1979.

Le gouvernement et l'armée israéliens spéculent sur l'expulsion des habitants de Gaza, l'expansion des colonies et le renforcement du contrôle sur les Palestiniens de Cisjordanie. En octobre dernier, le Ministère israélien du Renseignement a officieusement proposé le transfert forcé et permanent des 2,3 millions d'habitants de Gaza vers la péninsule égyptienne du Sinaï. Le prestigieux magazine américain *Jewish Currents* a publié, en décembre, les projets du gouvernement israélien d'accepter des contingents palestiniens au niveau international pour des « raisons humanitaires ». Le gouvernement Nétanyahou a fait pression sur plusieurs pays européens, sur la République démocratique du Congo et surtout sur l'Égypte, pour qu'ils laissent entrer des milliers de Gazaouis dans le désert du Sinaï.

LES ANTÉCÉDENTS

L'avenir de Gaza est lié à celui de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et à la dynamique actuelle et future de l'occupation de ce territoire par Israël. Il est également lié au rôle des États-Unis, des pays arabes et de l'Europe, ainsi qu'au processus de réconciliation entre

CISJORDANIE, DEPUIS 2020 À AUJOURD'HUI



Source : United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), Peace Now.

les forces politiques palestiniennes, en particulier entre le Fatah, le Hamas et la diaspora dans le cadre de l'OLP.

La réponse énergique d'Israël à l'attentat du 7 octobre 2023 est en réalité la continuation de décennies d'occupation du territoire palestinien qui se manifestent par : la vaste, profonde et répressive emprise du pouvoir institutionnel, militaire et économique d'Israël sur ces territoires ; la destruction systématique et le blocage du développement économique autonome des Palestiniens et l'appropriation de leurs ressources (terre et eau) ; la construction de colonies israéliennes qui, avec le soutien de l'armée et de la justice, harcèlent et expulsent les individus et les communautés palestiniens de leurs terres, de leurs maisons et de leurs villages ; un système complexe de routes et de *checkpoints* qui réglemente la mobilité des Palestiniens, entrave leur vie quotidienne, et les empêche d'accéder normalement à leur travail, à l'éducation et aux soins de santé. Les colons érigent des constructions précaires illégales (*outposts*), qui se transforment progressivement en villes, en utilisant la force pour s'emparer de la terre. Quelque 700 000 colons vivent actuellement en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, selon l'ONU, ce qui maintient les Palestiniens isolés les uns des autres sur des sortes d'îlots, au sein de leur propre territoire.

Géographiquement séparée de la Cisjordanie, Gaza faisait partie du Mandat britannique de Palestine et constitue *de facto*, un territoire occupé en raison du strict contrôle exercé par Israël sur le territoire et sa population. Lors de la guerre de 1948, des centaines de milliers de Palestiniens ont été dépossédés de leurs terres et de leurs maisons et certains ont été expulsés vers Gaza, où

vivent 2,3 millions de personnes sur 360 kilomètres carrés. Le territoire a été occupé par Israël pendant la guerre des Six jours de 1967 contre la Syrie et l'Égypte. En 2005, Israël a démantelé les colonies de Gaza et retiré ses forces d'occupation militaire. Mais la Bande de Gaza est soumise à un blocus terrestre, maritime et aérien, avec l'aide de l'Égypte, depuis la prise du pouvoir local par le Hamas, en 2007. Ses habitants sont devenus dépendants d'Israël pour l'électricité, l'eau potable, la nourriture, les médicaments, les marchandises et l'aide internationale.

L'offensive actuelle est une opération de châtiement des civils pour les actions du Hamas et l'un des plus grands déplacements forcés de population depuis la Seconde Guerre mondiale, avec le facteur aggravant d'être exécutée par un État reconnu comme démocratique sur un territoire qu'il occupe et sur lequel il a des obligations en vertu du droit International. Quelque 1,9 million de Gazaouis (80 % de la population) ont été déplacés à l'intérieur du pays. À la fin du mois de février, le siège avait fait plus de 30 000 morts et un nombre indéterminé de disparus et de blessés, il a entraîné la destruction de maisons et d'infrastructures sociales (notamment des hôpitaux, des établissements d'enseignement et des centres de réfugiés gérés par l'UNRWA) ; la soumission systématique à la faim et à la soif ; la censure de la presse internationale ; l'arrestation et l'assassinat du personnel sanitaire, alors que les épidémies se multiplient ; la torture et l'arrestation injustifiée de citoyens palestiniens. La population palestinienne de Gaza a été acculée et poussée à plusieurs reprises du nord au sud de la bande, en indiquant qu'elle se rendrait dans des « zones sûres ».

En décembre, l'Afrique du Sud a saisi la Cour internationale de justice, en alléguant qu'Israël a commis des actes de génocide à Gaza, en violation de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. La Cour a tenu des audiences publiques à la mi-janvier et a pris une série de mesures temporaires provisoires, ordonnant à Israël de s'abstenir de commettre des actes de génocide, de prévenir et de punir l'incitation au génocide et d'autoriser l'entrée de l'aide humanitaire.

L'OFFENSIVE EN CISJORDANIE ET LA RADICALISATION ISRAËLIENNE

L'offensive du gouvernement de coalition dirigé par Nétanyahou contre les Palestiniens, se déroule également en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Depuis le 7 octobre et jusqu'à la fin du mois de février, Israël a arrêté 7 255 Palestiniens et les actions violentes menées par les colons contre la population palestinienne et ses biens se sont intensifiées, avec le soutien des forces de sécurité israéliennes.

Rien de tout cela n'est nouveau. Les alliés de Nétanyahou représentant les colons ont réussi en février à obtenir l'autorisation d'implanter davantage de colonies afin de judaïser la Cisjordanie, qu'Israël appelle Judée et Samarie, et de permettre une plus forte présence juive sur l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem, un site clé pour le judaïsme, l'islam et le christianisme. Les extrémistes juifs du gouvernement souhaitent que la semi-autonomie des Palestiniens en matière d'accès à leurs lieux saints soit annulée.

Ces positions ne sont ni nouvelles ni isolées. La radicalisation vers l'extrême droite en Israël est un processus qui dure depuis plus d'une décennie et qui s'explique, entre autres, par l'incapacité du Parti travailliste à présenter une politique de paix claire et distincte de la droite. Elle répond également à l'illusion entretenue par Nétanyahou qu'il était possible de contenir le conflit avec les Palestiniens sans le résoudre, et à son besoin de pactiser avec l'extrême droite, notamment avec les représentants des colons Bezalel Smotrich et Itamar Ben Gvir, afin de redevenir premier ministre.

Aluf Benn, rédacteur en chef du journal *Haaretz*, écrit que « Le traumatisme du 7 octobre a forcé les Israéliens, une fois de plus, à réaliser que le conflit avec les Palestiniens est au cœur de leur identité nationale et qu'il constitue une menace pour leur bien-être. Il ne peut être ignoré ou évité, que la poursuite de l'occupation, l'expansion des colonies israéliennes en Cisjordanie, le siège de Gaza et le refus de tout compromis territorial (ou même de reconnaître les droits des Palestiniens) n'apporteront pas au pays une sécurité durable. »

En effet, le fait que le Hamas ait pu entrer en Israël, commettre des massacres et des enlèvements collectifs et, malgré la réponse sévère, continuer à résister plusieurs mois plus tard, forçant Israël à négocier, crée une perception de fragilité dans une société qui fonde son identité sur la protection de la communauté juive et la prévention d'un nouvel holocauste. Nétanyahou tente de donner une image de sécurité en combinant deux actions opposées : l'élimination du Hamas et la libération des otages. Face à cela, de nombreuses familles d'otages

et environ 40 % de la société israélienne estiment qu'il faut négocier avec le Hamas, mais n'acceptent pas nécessairement un État palestinien. Les secteurs les plus extrémistes du gouvernement considèrent que la priorité est d'anéantir l'organisation islamiste et d'en profiter pour expulser les Palestiniens de Gaza et le plus grand nombre possible de Cisjordanie et de Jérusalem-Est.

Yossi Alpher, ancien analyste du Mossad, écrit que la question des otages est désormais au cœur de l'existence et de la légitimité de l'État d'Israël. « La société israélienne, dit-il, ne pourra pas vivre avec elle-même si elle abandonne les otages. (...) Le 7 octobre, le gouvernement israélien et les forces de sécurité (Tsahal) ont trahi leur devoir de protection des citoyens ; l'État a perdu sa raison d'être en tant que patrie qui protège le peuple juif. Si l'État et ses agents recommencent, Israël est ruiné. » Pour Alpher, « Ne pas faire toutes les concessions possibles pour sauver les otages placera Israël dans un dilemme existentiel impardonnable ».

La division de la société israélienne au sujet des otages s'accompagne d'autres fractures : continuer à être un État démocratique ou devenir un État où seuls les Juifs jouissent de pleins droits (en 2018, Nétanyahou a réussi à faire passer une loi déclarant qu'« Israël est l'État-nation du peuple juif » au lieu de définir Israël comme un « État juif et démocratique ») ; approfondir le statut de république démocratique ou devenir un État nationaliste quasi théocratique ; et donner plus ou moins de pouvoir à l'exécutif par rapport à la Cour suprême, mettant en péril la séparation des pouvoirs.

LES SCÉNARIOS

Israël a-t-il un plan pour Gaza ? Malgré la brève déclaration du premier ministre, il ne semble pas y avoir d'accord entre les différents secteurs de la société, à l'exception d'une méfiance commune à l'égard de l'existence d'un État palestinien. Dans le même temps, le doute est largement répandu quant à la possibilité d'« en finir avec le Hamas ». Le Hamas est une organisation qui compte des milliers de membres, qui bénéficie d'un large soutien à Gaza et d'un soutien croissant en Cisjordanie, et qui est soutenue ou reconnue par l'Iran, le Qatar et d'autres pays de la région.

Le *New York Times* a publié en décembre une série de scénarios pour l'avenir de la Bande de Gaza. Les propositions vont d'un néo-protectorat, avec un groupe de pays dirigé par les États-Unis, à la création d'un gouvernement d'unité nationale pour promouvoir les négociations avec Israël. Il est également question du déploiement d'une force de l'OTAN, d'une prise en charge par l'ONU avec les pleins pouvoirs ou de la formation d'une confédération israélo-palestinienne.

La majorité estime que les États-Unis devraient pousser Israël à négocier, à conclure des accords sur les lieux saints et à relancer l'économie de Gaza et de la Cisjordanie. Les stratèges d'Israël et de Washington spéculent sur une force de Palestiniens non affiliés au Hamas qui patrouillerait à Gaza, et sur une opération de maintien de la paix avec des troupes de pays arabes. Ceux-ci hésiteront toutefois à envoyer des soldats dans une mission qui pourrait être considérée à Gaza comme une

force d'occupation et susciter la méfiance d'Israël. Il est peu probable que le Hamas approuve une telle présence, à moins qu'elle ne soit le fruit d'un pacte qui l'inclut. La complicité de Washington avec Israël dans la fourniture d'armes et son veto au Conseil de sécurité des Nations unies ont également sapé sa légitimité, dans le Sud et le monde arabe, à mener une quelconque opération.

L'administration Biden a indiqué que Gaza devrait être gouvernée par l'ANP. Compte tenu de son impopularité croissante en Cisjordanie (et de la montée en puissance du Hamas), ce serait l'occasion de se réinventer. Mais l'ANP est faible, corrompue et manque de légitimité parmi les Palestiniens. La réformer prendrait plusieurs années. Il faudrait créer un appareil institutionnel pour une population décimée et des infrastructures détruites à Gaza, ainsi qu'une force de police palestinienne pour la bande de Gaza qui ne soit pas une force de police déléguée par Israël, comme c'est le cas en Cisjordanie.

En parallèle, dans les médias américains, on s'attend à ce que plusieurs pays arabes financent la reconstruction : l'Égypte et la Jordanie sont intéressées par la stabilisation de Gaza et de la Cisjordanie, et les riches gouvernements du golfe Persique par le renforcement d'une ANP modérée face au Hamas. Mais rien ne sera possible s'ils ne peuvent pas montrer à leurs sociétés qu'ils progressent dans la reconnaissance d'un État palestinien.

UN RÔLE POUR L'EUROPE ?

Muriel Asseburg, de l'institution allemande Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), voit quatre domaines dans lesquels l'Europe pourrait agir. Tout d'abord, en soutenant la proposition du Qatar et de l'Égypte (approuvée par le Hamas) de surmonter la division entre le Hamas et le Fatah, afin de parvenir à un engagement palestinien renouvelé en faveur du partage du pouvoir au sein d'un gouvernement technocratique et non partisan. Deuxièmement, l'UE pourrait coopérer avec les États-Unis, le Qatar et l'Égypte pour vérifier un cessez-le-feu permanent, en utilisant ses missions civiles présentes en Palestine. Troisièmement, elle pourrait collaborer avec d'autres pays et l'UNRWA dans le cadre de l'aide humanitaire et de la reconstruction d'un territoire désormais invivable. L'engagement financier et technique doit aller de pair avec un engagement en faveur de la paix et de la stabilisation avec Israël et les acteurs politiques palestiniens. Et enfin, quatrièmement, soutenir le processus politique.

Tout cela suppose que les Palestiniens soient consultés et qu'ils aient la capacité et les moyens de s'exprimer, ainsi que la liberté de mouvement et l'accès aux biens, au travail et aux services ; que les attaques des colons et les déplacements forcés cessent ; et qu'un cessez-le-feu soit respecté par toutes les parties. Daniel Levy, président de l'US Middle East Project, estime qu'« une direction technocratique conçue par un cabinet de conseil, sélectionnée et imposée par les États occidentaux qui ont soutenu les actions d'Israël à Gaza (une direction qui a été discrètement approuvée par Israël et soutenue par certains États arabes) est une idée prévisible, mais terrible. Elle ne produira pas le réconfort et la sécurité recherchés par ses partisans ».

L'espoir que les États-Unis fassent pression sur Israël pour qu'il négocie la création de deux États est une fiction

L'ILLUSION DES DEUX ÉTATS

Mais ces propositions se heurtent à la majorité de la société israélienne, qui ne veut pas d'un État palestinien, et au fait que le premier ministre a lié son avenir politique au fait d'être le pare-feu contre une telle idée. Le gouvernement actuel et d'autres gouvernements dans un avenir prévisible, n'accepteront pas le retrait du contrôle d'Israël sur Gaza et la Cisjordanie, pas plus qu'ils ne souhaitent le renforcement de l'ANP. Face aux refus du gouvernement israélien, Asseburg reprend l'idée du Haut représentant européen pour la politique étrangère et de sécurité commune, Josep Borrell, de convoquer une conférence de paix et de mettre en place des groupes de travail sur les différentes questions.

En attendant, l'espoir que les États-Unis fassent pression sur Israël pour qu'il négocie la création de deux États est une fiction. Biden essaie de contenter les communautés juives conservatrices et libérales des États-Unis, tout en suscitant le ressentiment des pays du Sud et de l'Europe. Nétanyahou sait que la poursuite de la guerre créera plus de problèmes pour Biden et favorisera la victoire de son allié Donald Trump, en novembre. Selon l'ancien premier ministre israélien, Ehud Olmert, Nétanyahou prolongera la guerre afin de rester au pouvoir, de l'étendre à la Cisjordanie et d'expulser le plus grand nombre possible de Palestiniens.

Le résultat, comme le soulignent Marc Lynch (Washington University) et Shibley Telhami (Brookings Institution), est qu'« Israël va probablement continuer à gouverner des millions de Palestiniens non-citoyens à travers une structure de gouvernance semblable à l'*apartheid*, dans laquelle ces Palestiniens sont privés de tous leurs droits à perpétuité ». Le point de départ n'est pas d'insister sur la rhétorique vide de la « solution à deux États », mais que Washington change de politique et assume que c'est son soutien (et, devrait-on ajouter, celui des Européens) « qui a permis l'émergence d'une situation, à la fois par l'architecture de l'occupation, qui rend un État palestinien fonctionnel non viable, et par le soutien en armes et en diplomatie ».

Selon eux, Washington doit « veiller à ce qu'Israël respecte le droit International et les normes libérales pour tous les individus vivant dans les territoires sous son contrôle, en tenant la promesse de Biden de promouvoir "des mesures égales de liberté, de justice, de sécurité et de prospérité aussi bien pour les Israéliens que pour les Palestiniens". Une telle approche, qui alignerait plus étroitement la politique américaine sur ses aspirations déclarées, serait beaucoup plus susceptible de protéger et de servir à la fois les Israéliens et les Palestiniens, et soutiendrait les intérêts mondiaux des États-Unis ». Une proposition ambitieuse qui mérite une attention particulière de la part de l'Europe, qui a toujours préféré se tenir à l'écart du conflit israélo-palestinien./